



Ville de Vernon  
EN NORMANDIE

**Direction de l'aménagement Urbain**  
**Voie et réseaux**  
Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex  
**Tél : 0800027200**  
**Dossier suivi par :** Garnier Laurent  
**Email :** lgarnier@vernon27.fr

**Arrêté n° 0852/2018**  
**Interdiction de stationner - 59bis, rue Sainte Catherine - du 20 novembre au 4 décembre 2018**

Le Maire de la Commune de VERNON,

**Vu** l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,  
**Vu** le règlement de voirie communale,  
**Vu** le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 04 décembre 2015,  
**Vu** le procès-verbal d'élection du 10<sup>ème</sup> adjoint en date du 31 mars 2017,  
**Vu** l'arrêté n°736/2017 du 6 octobre 2017 portant délégation de fonctions et de signatures aux adjoints.  
**Vu** l'arrêté n°733/2018 du 03 septembre 2018 portant délégation de signatures aux fonctionnaires au 10 septembre 2018.

**Considérant** la demande de DEBRAY et Fils sis 8, chemin Mathurins à Gisors (27140) tendant à réaliser un branchement gaz pour le compte de GrDF.  
**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent, Sur proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques,

**ARRETE**

**Article 1 :** le stationnement sera interdit, considéré comme gênant et la mise en fourrière aux frais des propriétaires sera demandée au droit du 59 bis, rue Sainte Catherine du mardi 20 novembre au mardi 4 décembre 2018.

**Article 2 :** la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 22 octobre 2018

Signé électroniquement par,  
**Philippe LOXO-CAPPE**

Commune de VERNON  
Directeur des Services Techniques

Le Maire soussigné, certifie sous sa responsabilité, que le présent acte, a été transmis en Préfecture le \_\_\_\_\_ sous le numéro publié ou affiché ou notifié le 24/01/8 est exécutoire.

Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).